

date de dépôt : 14 septembre 2020  
demandeur : Monsieur BOUDOT Raymond  
pour : la construction d'une maison individuelle  
adresse terrain : 2 Route d'Aiton lieu-dit Le Péry -  
Randens, à Val-d'Arc (73220)

Commune de Val-d'Arc

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de construire**  
**au nom de la commune de Val-d'Arc**

**Le maire de Val-d'Arc,**

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 14 septembre 2020 par Madame BOUDOT Chantal demeurant 6 Rue Jules Ferry, Varennes-Vauzelles (58640), Monsieur BOUDOT Raymond demeurant 6 Rue Jules Ferry, Varennes-Vauzelles (58640);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'une maison individuelle ;
- sur un terrain situé 2 Route d'Aiton lieu-dit Le Péry - Randens, à Val-d'Arc (73220) ;
- pour une surface de plancher créée de 145 m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Arc - Tronçon d'Aiton à Ste Marie de Cuines approuvé le 07/05/2014 ;

Vu l'avis favorable de RTE Centre Maintenance Lyon - GMR Savoie en date du 12/11/2020 ;

Vu le lotissement DP n° 073.212.20.R 5002 en date du 03/04/2020 ;

Vu l'article L422-6 du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis réputé favorable du Préfet de la Savoie ;

Vu l'affichage de la demande d'autorisation d'urbanisme en mairie le 14/09/2020 ;

Vu les pièces fournies en date du 05/10/2020 , 15/10/2020, 04/11/2020 et 20/11/2020 ;

Considérant que la parcelle est bordée par une digue à l'amont permettant ainsi de limiter les effets des crues torrentielles et des coulées de boue ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2**

Les prescriptions émises par RTE Centre Maintenance Lyon - GMR Savoie en date du 12/11/2020 seront respectées (copie jointe).

**Article 3**

Le demandeur est informé que le terrain est situé en zone soumise à un risque de crue torrentielle et coulée de boue au Plan d'Indexation en Z (fiche 3 - règlement consultable en mairie).

## Article 4

Le projet est soumis au versement :

- de la Redevance d'Archéologie Préventive (R.A.P.).
- de la Taxe d'Aménagement (T.A.)

Le

23 Novembre 2020

Le maire,



Le Maire,

José RICO-PÉREZ

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.